Le monde réclame à grands cris la fin du blocus de Cuba, mais Biden ne change pas d'attitude.

Caravane mondiale contre le blocus de Cuba

Washington, 27 février (RHC) Après une nouvelle caravane mondiale pour la fin du blocus contre Cuba et son retrait de la liste des sponsors présumés du terrorisme, le président américain Joe Biden continue aujourd'hui sans annoncer aucune mesure à cet égard.

Dans plusieurs villes, dont certaines aux États-Unis, les gens ont exprimé leur rejet des mesures coercitives imposées par Washington à La Havane et pour la construction de "Ponts de l'amour".

À Miami, par exemple, des émigrants et des amis de l'île ont parcouru les rues dans des voitures arborant les drapeaux cubain et américain.

Les cris de "Cuba oui, pas de blocus" ont brisé la routine de la ville, ainsi que les demandes concernant le programme de regroupement familial, l'envoi de fonds et les voyages vers le territoire des Caraïbes.

L'organisateur du projet de solidarité Bridges of Love (Ponts d'Amour), Carlos Lazo, a dénoncé la violence exercée à l'encontre des participants à la manifestation pacifique, qui ont subi les offenses et les critiques de personnes qu'il a qualifiées de haineuses parce qu'elles veulent maintenir le blocus et "mettre le peuple cubain à genoux".

Malgré les menaces pesant sur la sécurité des militants, le coordinateur de l'initiative a souligné que de telles prises de position n'arrêteront pas les actions.

"Ils ne nous intimideront pas ! La famille est sacrée ! Viva Cuba !", a souligné M. Lazo dans une émission en direct sur son compte Facebook officiel.

Les caravanes ont lieu le dernier week-end de chaque mois et leurs revendications renforcent celles des organisations internationales, des personnalités et des pays, qui insistent également sur la nécessité d'annuler le siège économique, commercial et financier imposé par Washington à La Havane il y a plus de six décennies.

Des membres de la société civile américaine, les conseils municipaux de villes telles que Minneapolis (Minnesota), des institutions confessionnelles et des dirigeants mondiaux ont également exhorté Biden et le Congrès à retirer Cuba de la liste arbitraire des parrains présumés du terrorisme.

"La moitié de votre mandat s'est écoulée et il n'y a aucun geste extérieur ni aucune reconnaissance du fait que l'inclusion de Cuba dans cette désignation était méritée", ont déclaré plus d'une centaine d'avocats dans une lettre adressée à l'occupant du Bureau ovale et ont demandé un réexamen de la question.

Entre-temps, d'anciens analystes et fonctionnaires américains qui ont travaillé sur la politique à l'égard de La Havane sous des administrations républicaines et démocrates reconnaissent que la permanence de la nation caribéenne sur cette liste est une fiction créée pour renforcer la logique du blocus.

Cuba a été incluse sur la liste pour la première fois en 1982, sous Ronald Reagan (1981-1989), jusqu'à ce que l'administration de Barack Obama (2009-2017) décide de le retirer en 2015 dans le cadre du processus de normalisation des relations entre les deux pays.

Mais le 11 janvier 2021, l'administration de Donald Trump (2017-2021) a annoncé l'inclusion de nouveau de Cuba sur cette liste.

De l'avis du linguiste américain Noam Chomsky et de l'historien indien Vijay Prashad, la décision de Trump dans les derniers jours de son administration était un acte de vengeance, et Biden maintient cette politique de ressentiment qui punit Cuba, non pas pour le terrorisme, mais pour la promotion de la paix. (Source:PL)

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/315034-le-monde-reclame-a-grands-cris-la-fin-du-blocus-de-cuba-mais-biden-ne-change-pas-dattitude

Radio Habana Cuba